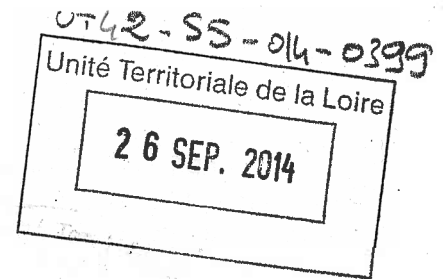




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA LOIRE



ARRETÉ N° 346 -DDPP-14
portant mise en œuvre des garanties financières
pour la mise en sécurité des installations

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'article L.516-1 du Code de l'Environnement, relatif à la constitution des garanties financières,

VU les articles R.516-1 et R.516-2 du Code de l'Environnement, relatifs à la constitution des garanties financières,

VU l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières,

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines,

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de la société AUTO PIECES GIBAND PEYRACHE en date du 21 novembre 2002 et complété par l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 23 juin 2014,

VU l'avis du conseil départemental des risques sanitaires et technologiques du 21 juillet 2014,

VU le projet d'arrêté transmis par courrier,

VU l'absence d'observation émise sur le projet d'arrêté,

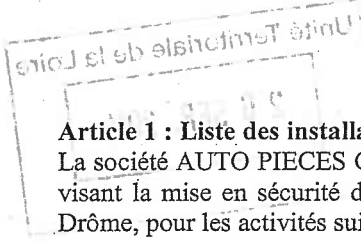
Considérant les propositions de calcul du montant des garanties financières faites par la société AUTO PIECES GIBAND PEYRACHE, située sur la commune de Saint-Etienne, par courrier du 7 janvier 2014,

Considérant que le montant retenu par l'inspection des installations classées est inférieur à 75 000 €,

Considérant ce montant établi sur la base de quantités maximales de déchets entreposés qu'il convient d'entériner par arrêté préfectoral complémentaire,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE



Article 1 : Liste des installations soumises à garanties financières

La société AUTO PIECES GIBAND PEYRACHE est concernée par la réglementation des garanties financières visant la mise en sécurité de ses installations situées sur la commune de Saint-Etienne, 66 rue Mathieu de la Drôme, pour les activités suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinéa
2712	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ²
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. supérieur ou égal à 1000 m ²

Article 2 : Montant des garanties financières

En application de l'article R516-1 susvisé du Code de l'Environnement l'obligation de constitution des garanties financières ne s'applique pas à la société AUTO PIECES GIBAND PEYRACHE car le montant calculé des garanties financières, validé par l'inspection et évalué à 52 512 euros, est inférieur à 75 000 euros.

Article 3 : Quantité maximale de déchets

Le calcul du montant des garanties financières se fonde sur des quantités maximales de déchets présentes sur le site et résultant des activités listées à l'article 1. Les quantités maximales de déchets, présentes sur site, ne doivent pas dépasser les valeurs prescrites dans le tableau ci-dessous.

Déchets inertes	Quantité maximale : 0 tonnes
Déchets non dangereux	Quantité maximale : 5,3 tonnes
Déchets dangereux liquides et solides	Quantité maximale : 8,645 tonnes

Article 4 : Révision du montant des garanties financières

L'exploitant est tenu de transmettre au préfet un montant révisé des garanties financières pour :

- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières ;
- toute modification apportée aux installations et à leur mode d'utilisation qui soit de nature à modifier le montant des garanties financières.

Article 5 Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 6 Notification

Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection de l'environnement, Monsieur le maire de ST-ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à ST-ETIENNE, le 08 SEP 2014
La Directrice Départementale
Protection des Populations

Nathalie GUERSON

Copie adressée à :

- Société AUTO PIECES GIBAND PEYRACHE

66 Rue Mathieu de la Drôme

42000 ST-ETIENNE

- Monsieur le maire de ST-ETIENNE

- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UT Loire

Inspection de l'environnement

- Archives

- Chrono

